



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/10-01-00-naissance-de-Big-Brother>

Éditorial

10 01 00, naissance de Big Brother ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 997 à€" mars 2000 -

Date de mise en ligne : dimanche 28 mars 2010

Date de parution : mars 2000

Description :

Les ententes pour monopoliser les autoroutes de l'info sont plus menaçantes que l'AMI.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La fusion entre AmericaOnline (AOL) et Time-Warner est une affaire certainement plus lourde de conséquences que ce qui a valu, naguère, la mobilisation internationale contre les accords de l'AMI et le "round" de l'OMC préparé à Seattle. C'est un événement plus pervers et encore plus ambitieux, mais il relève de la même idéologie : la marchandisation de toute activité humaine, y compris celles qui sont encore légitimement, naturellement, libres.

De quoi s'agit-il ? Ni plus ni moins que de la précipitation forcée de notre monde dans cette société de l'information contrôlée qu'on désigne par le mot à la mode de "nouvelle économie", ou "cyber économie" : celle qui passe par le réseau internet ou "La Toile". Ne croyez surtout pas que cette fusion n'est qu'une entente commerciale du même type que toutes celles qu'on apprend quotidiennement et qui serait seulement la plus importante de tous les temps [1]. L'important est son enjeu : c'est une vaste entreprise de mise sous tutelle payante des esprits, incluant l'information (la presse, les télévisions, la surveillance [2], les contrôles), le téléphone, le courrier, la culture (l'éducation, les livres, le cinéma), le commerce, la publicité, la science, etc. C'est donc Big Brother qui vient de naître, le 10 janvier dernier. Sauf si, par chance, ceux qui tiennent à la liberté d'accès à internet, service public, s'entendaient pour l'imposer.

Ce n'est que la logique du capitalisme ultralibéral qui se poursuit, mettant toutes les technologies nouvelles au service de son profit. Quand la production agricole selon la méthode ancestrale a cessé d'être rentable, la population a été poussée vers la production industrielle. Maintenant que l'ère industrielle est également dépassée, que le retour sur investissement des entreprises des pays industrialisés n'atteint pas les taux à deux chiffres [3] qu'ils exigent, les investisseurs financiers et autres gros actionnaires, qui décident de l'avenir du monde, cherchent ailleurs. Alors, d'une part, ils font pression pour que les pays les moins avancés se laissent industrialiser par eux et pour eux (c'était à l'ordre du jour de l'AMI et de Seattle). D'autre part, ils s'entendent pour orienter toutes les activités humaines possibles vers l'usage des "autoroutes de l'information" pour lesquelles ils ont décidé d'investir de façon gigantesque (ils en ont les moyens), mais qu'ils veulent rendre à la fois obligatoires et payantes : ils ont fait un énorme pari, soutenu par les médias qu'ils possèdent. On peut mesurer l'ampleur de cette hystérie collective aux sommes qui sont mises, et aussi au fait que de toutes petites entreprises nouvelles, qu'on appelle en français moderne des "start up" et qui n'ont jamais fait leurs preuves, sont de toute évidence surcotées dès qu'elles sont introduites à Wall street.

Cette orientation se traduit pour l'économie américaine par ce qui est présenté comme leur victoire sur le chômage, mais ne masque pas la précarité des nouveaux emplois, comme le montre ci-dessous J-P Mon, ni ne comble le déficit du commerce extérieur des états-Unis. à terme, et dans ces conditions, leur balance commerciale sera peut-être rétablie, mais quant à prétendre que c'est la mondialisation de la prospérité, il faudrait d'abord démontrer comment les quelque trois milliards de pauvres qui ont à peine 10 francs par jour pour survivre pourront leur payer l'accès au multimedia. Comment se brancheront les centaines et les centaines de millions de gens qui n'ont même pas l'électricité ?

[1] Il est vrai que la capitalisation boursière du nouveau monstre, 1.800 milliards de FF, est équivalente au budget de la France !

[2] pour l'espionnage, y compris des particuliers, c'est déjà fait par échelon, le mouchard au service des Anglo-saxons... et de l'institution américaine en priorité. Bruxelles étudie en ce moment le rapport qui lui a été remis sur ce sujet.

[3] plus de 10% par an.